



70 000 COUPS DE POIGNARD!

BIENTÔT 70 000 PERSONNES RETENUES EN OTAGES PAR L'ÉTAT DANS SES INFÂMES GEÔLES. COMME UNE NOUVELLE PARMIS D'AUTRES DANS LA CASCADE D'HORREUR QU'ON NOUS DÉVERSE AU QUOTIDIEN, AFIN DE MIEUX NOUS ÉCRASER SOUS LE POIDS DE LA RÉALITÉ, CHIFFRÉE ET STATISTIQUÉE. ET VOILÀ QU'ON POURRAIT S'EMBARQUER INDÉFINIMENT AVEC L'ENNEMI DANS UNE DANSE MACABRE DES CHIFFRES, EN FAIRE LE DÉCOMPTE POUR BIEN MONTRER COMBIEN LA «POPULATION CARCÉRALE» A LITTÉRALEMENT EXPLODÉ LORS DES CINQUANTE DERNIÈRES ANNÉES. S'ATTARDER SUR LES MOINDRES ASPECTS DE CETTE RÉALITÉ: QUEL POURCENTAGE DE SURPOPULATION, COMBIEN DORMANT SUR DES MATELAS À MÊME LE SOL, PLUS OU MOINS DE «SUICIDES» DERRIÈRE LES MURS D'UNE ANNÉE À L'AUTRE, COMPARER AVEC D'AUTRES PAYS VOISINS, ETC...

Si ce fait nous prend aux tripes, car nous ne sommes décidément pas des autruches enfouissant leur cou sous terre pour ne rien voir autour, nous n'allons pas ici donner place aux divers «arguments» qui ont cours chaque fois que la démocratie fait ses comptes et se demande comment faire mieux la prochaine fois. Comprendre: comment enfermer mieux, comment mieux dresser, comment mieux «remettre sur le Droit chemin», comment mieux «réinsérer», comment mieux empêcher la récidive, comment «améliorer» les conditions de détention, comment mieux mater ceux et celles qui continuent de garder la rébellion vissée au corps. Comment faire en sorte que la prison continue de faire peur à tous ceux qui se croient libres dehors.

Réforme pénale ou pas, il est une vérité qui ne changera pas, qui n'est pas réformable d'ailleurs: les puissants et les riches haïssent les pauvres et les insoumis, ils ne les aiment qu'au boulot, serviles, morts ou derrière des barreaux plutôt que courant dans les rues. Car c'est bien l'unique sens des dernières évolutions en la matière, si jamais elles se concrétisent: tenus à la cheville par une laisse électronique ou enfermés entre quatre murs, suivis de près par le service d'insertion et de probation ou par le brutal maton, pointage au comico ou zonzon, enfermés dehors, enfermés dedans. Leur projet n'est pas de vider les prisons, bien sûr, mais de les garder bien pleines d'une part, et d'autre part étendre toujours plus la chaîne du contrôle «hors les murs», à de plus en plus de personnes définies comme indésirables ou nuisibles à la bonne marche de cette société. La prison ne concerne pas les seuls détenus, aussi vrai que le pouvoir ne veut pas uniquement garder la main sur ces derniers, mais sur l'ensemble des individus jugés à risque. D'où la militarisation de certains quartiers tumultueux, la prolifération des caméras de surveillance, la multiplication des contrôles dans la rue et les transports, l'architecture et l'urbanisme toujours plus adaptés aux besoins de la police et des riches, la mise en place des Zones de Sécurité Prioritaires (ZSP) se traduisant par la

présence de brigades de choc (type BST) assistées par d'autres troupes para-policières (pensons aux Correspondants de Nuit ou aux dispositifs type «Voisins vigilants»). D'où l'obligation de médication en extérieur en appoint à la camisole psychiatrique pour de plus en plus de monde. D'où le maintien également, en période d'austérité, des budgets de trois ministères qui sont autant de piliers du pouvoir: l'Éducation, la Justice et la Police. D'où des projets parlant très clairement comme le futur palais de Justice et siège de la police judiciaire parisienne (Porte de Clichy, dans le XVII^{ème}), ou encore la future antenne de la police scientifique, couplée à un nouveau commissariat, à Saint-Denis (93).

Pour l'État, la question ne se pose pas dans les termes «prison ou liberté surveillée», ni dans le dilemme «30 000 places de prison supplémentaires ou mesures alternatives» mais dans la formule «plus de prisons et plus de liberté surveillée». En ce sens, le bracelet électronique et l'assignation à domicile avec travail obligatoire sont bien le maximum que leur humanisme de bourgeois démocrates peut contenir, et comme pour le reste de leurs projets pour nous, comme pour tous les faux choix qu'ils nous offrent, nous crachons dessus. Et quelque chose nous dit qu'en ce domaine nous ne sommes pas seuls...Le fait que leurs taules mêmes modernisées n'en finissent pas, pour de nombreux détenus et révoltés à l'extérieur, d'être tenues pour ce qu'elles sont: des infamies à détruire sans rien attendre. Les multiples mutineries, saccages, évasions (réussies ou avortées) et actes de résistance face aux matons qui ont eu lieu ces derniers mois parlent clairement dans ce sens.

Quelque chose nous dit qu'à l'heure où ce monde dans son intégralité devient de plus en plus intolérable aux yeux et aux cœurs de millions d'entre nous, il n'y a pas de raison que la prison, qui n'est que le gris reflet de la société, reste à l'abri quand la poudrière explose. Qu'à l'heure où il n'y a plus rien à demander au pouvoir, surtout pas une cage repeinte ou une chaîne plus longue, il ne reste qu'à trancher.

Brèves...

Pendant ce temps, la guerre sociale continue, dans ses formes les plus diverses...

• **UNE BELLE BELLE !** Il en avait marre de l'atelier JCDecaux où les détenus de la prison de Villepinte sont obligés de fabriquer des pièces détachées de Velib' (sur ces vautours-là cf. *Lucioles n.16*). Il ne voulait pas attendre 2016 pour sortir. Il en avait marre de la prison, tout court. Il a saisi son occasion : il s'est caché dans une camionnette qui sortait de l'atelier de la taule et s'est fait la belle, le matin du 2 avril. Manque de bol, les condés l'ont rattrapé le soir même. Try again, man !

• **VÉLIB' ? PSSSSHHHHHMIT !** D'après un communiqué, les pneus de 453 Vélib' ont été crevés dans la nuit du 14 au 15 avril dernier, dans les Xe, XIe et XIIe arrondissements de Paris, ainsi qu'à Montreuil. Une manière de faire payer ces exploiters de prisonniers (voir brève ci-dessus...) de JCDecaux, qui font aussi travailler de force les mineurs accusés de dégradation ou de vol de ses vélos.

• **ANTI-ÉLECTION !** A Mantes-la-Ville, dans les Yvelines, à cause des jeux de pouvoir entre deux listes de gauche, c'est le FN qui a emporté la mairie aux dernières élections. Cela a énervé pas mal de monde et...la nuit suivant les élections deux voitures de la mairie partent en fumée, provoquant aussi des ravages à la façade de la bibliothèque municipale. Mais le FN est juste l'épouvantail qui cache le fait que tout pouvoir

est haïssable. C'est ce qu'ont dû se dire aussi les anonymes qui ont défoncé les vitres des permanences PS des Lilas et de la rue de la Cour-des-Noues (Paris XXe), ainsi que de l'UMP de Montreuil, la nuit du 25 au 26 mars... Et bien sûr, « Voter jamais, se révolter toujours », comme disait l'un des nombreux et beaux tags qui sont apparus sur les murs des bureaux de vote de Bagnolet (93) la nuit précédant le premier tour de la mascarade !

• **VISIT BEAUTIFUL GRIGNY...** Comme toute la région parisienne, Grigny doit être « rénovée », c'est-à-dire qu'il faut faire des travaux pour y attirer les classes moyennes et chasser les pauvres, afin que des investisseurs immobiliers puissent en tirer encore plus de pognon. Mais... tiens ! Le feu est venu dire son mot le vendredi 28 mars, en emportant cinq pelleteuses et quelques engins qui devaient servir à « réhabiliter » le quartier de la Grand Borne ! Réhabilitez-vous vous-mêmes !

• **COMPOSTE LE CONTRÔLEUR....** A vouloir racketter les pauvres à longueur de journée, en plus pour le compte des vautours de Véolia (par ailleurs bénéficiaire de l'industrie nucléaire), il arrive parfois que la monnaie de la pièce vous revienne en pleine face. C'est ce qui est arrivé à ce misérable contrôleur qui voulait rançonner les personnes de passage en gare de Lieussaint-

Moissy (Seine-et-Marne) le 23 avril. Et les lucides voyageurs l'ont payé comme il se doit : en coups sonnants et trébuchants. Peut-être que le séjour à l'hôpital aidera celui-ci à se décider de changer de métier.

• **VINCENNES BRÛLE TOUJOURS** Le 14 avril, suite au tabassage d'une personne enfermée au centre de rétention par les flics, d'autres retenus entassent matelas et draps dans une cellule et allument le tout. Il faudra l'intervention des pompiers et d'une cinquantaine de flics en renfort pour stopper la révolte. Le soir suivant, des personnes solidaires se pointent à l'extérieur du centre en tirant pétards et feux d'artifice et aux cris de « Liberté » ! En février dernier, une mutinerie avait déjà éclaté dans le centre.

• **UNE BELLE PRISE !** Le 28 avril, on apprenait que le parking de la direction de la police nationale dans le XII^{ème} arrondissement, censée être un des bâtiments les mieux surveillés du pays, avait été visité. Une dizaine de voitures banalisées de la police se font défoncer leurs vitres, et dedans, les audacieux cambrioleurs trouvent quelques gyrophares et des systèmes de radios cryptées qu'ils embarquent en guise de butin.



Dialogue inutile avec un idiot du Front de Gauche

Distribution de tracts hebdomadaire du Front de Gauche (le parti aurait pu être n'importe lequel), rue de Belleville, dimanche 23 mars au matin, premier tour des élections municipales et dernière tentative de pédagogie.

- Ben alors camarade, prends donc un tract ! Dit-il, avec un sourire béant recouvert d'une moustache toute stalinienne, les bras grands ouverts en signe d'hospitalité, comme si on avait récolté le muguet ensemble l'été dernier.

- Non, comme d'habitude, et nous ne sommes pas camarades.

- Mais si allez... On veut la même chose au fond, on a les mêmes intérêts.

- Tu veux prendre le pouvoir et moi je veux le détruire, tu veux prendre le contrôle de l'Etat et je ne rêve que de son démantèlement, tu veux l'ordre, la police et la loi et je veux la liberté et l'anarchie, alors comment veux-tu que nous ayons les mêmes intérêts ?

- C'est pour ça que tu arraches et recouvres nos affiches avec tes copain/ines ?

Demande-t-il en fronçant les sourcils.

- Pas seulement, c'est aussi parce qu'elles sont moches.

Par erreur, le militant (militaire raté) rigole comme si on se chambrait entre faux-ennemis. Incapable qu'il est de réfléchir réellement ses idées nauséabondes et de se projeter dans l'instant où il tentera de pointer son fusil dans ma direction comme ses sombres pairs l'ont fait en Espagne ou en Russie.

- Et comment tu veux qu'on fasse sans Etat ? Ce serait la loi de la jungle !

- Est-ce pire que la loi des codes pénaux ?

- Allez arrête de rêver va ! Moi je paye mes impôts et je sais pourquoi je le fais.

Se référant au thème de son rouleau de PQ A4.

- Alors, pourquoi donc ?

- Parce que c'est grâce à nos impôts que sont financés les services publics et que le seront les réformes de l'Etat qu'on veut mener avec le Front de Gauche.

Dit-il en brandissant son tract financé par les millions d'euros de subventions de l'Etat, versées à tour de rôle par tous les pouvoirs successifs.

- Et vous êtes au pouvoir ?

- Non, pas encore !

- Mais tu payes tes impôts ?

- Ben oui.

- Du coup tu finances les réformes de Hollande ?

- Je...

- Et ça fait combien de temps que tu payes tes impôts ?

- Ça fait 30 ans !

- Du coup, tu as financé les réformes de Mitterrand, Chirac et Sarkozy... Félicitations ! Au final vous êtes vraiment tous des copains ! C'est rassurant de savoir qu'au moins vous êtes moins malins qu'au temps des bouchers de Moscou et des guillotineurs de Paris que vous admirez tant.

- De toute façon on peut pas discuter avec vous !

- C'est exactement ça. Maintenant tu sais pourquoi il ne sera plus nécessaire de me tendre ta propagande tous les dimanches matins et pourquoi nous n'avons jamais été, nous ne sommes pas et nous ne serons jamais camarades.

Chacun dans sa direction, nettement opposée.

Je hais les flics, c'est grave docteur ?

On est nombreux/ses à connaître par expérience la Garde à vue (GAV). Les chtars te chopent et t'enferment dans les sales cellules d'un comico. On y dort au sol, si on a de la chance sur des petits matelas crasseux, entassés comme des sardines, on y mange la merde produite par Bocage Restauration et on attend.

Décidée par un Officier de Police Judiciaire (OPJ), la GAV peut durer jusqu'à 24 heures, renouvelables une fois. On y sort parfois pour être emmené au dépôt du tribunal (en comparution immédiate), parfois en taule (en détention préventive). Très souvent, on sort tout simplement avec une convocation ou sans rien du tout. En effet, les flics utilisent la GAV à leur totale discrétion, comme une arme pratique pour emmerder les pauvres et les insoumis.

La GAV « différée » est censée être une « garantie » (leurs fameuses garanties...) pour les personnes qui, à cause de leur état psychophysique, ne peuvent pas être auditionnées tout de suite. Un exemple courant est celui de quelqu'un qui se fait embarquer ivre. Il passe en cellule de dégrisement, puis, quand les flics jugent qu'il n'est plus bourré, ils lui notifient ses droits (l'appel à un proche, le médecin, l'avocat) et, surtout, l'interrogent (à noter que le décompte des 24h commence toujours au moment de l'interpellation). Mais apparemment les OPJ des comicos parisiens essaient d'utiliser la GAV différée pour « troubles du comportement » comme moyen de pression sur ceux et celles qui ne collaborent pas de plein gré.

Le mieux reste de ne rien déclarer aux flics. Par principe pour refuser toute collaboration avec eux et d'un côté technique pour la raison pratique de ne pas leur faciliter le travail. On voit parfois des gens se mettre à plat ventre devant les keufs, en espérant faussement s'en sortir mieux. En réalité, tout ce que l'on dit peut leur servir pour nous enfoncer dans la merde ou quelqu'un d'autre. Leurs questions sont autant de pièges qui déboucheront sur des chantages. Pareil pour l'attitude du « flic gentil » : notre reconnaissance de cette gentillesse supposée, du fait qu'ils ne font que leur « travail », justifie ce travail, justifie l'oppression. Le silence est une bonne défense et un comportement digne. On ne parle pas avec l'ennemi. On est dans leurs cellules, ils ont la force, mais ils n'auront jamais notre collaboration, aussi petite qu'elle puisse être. Et même si les flics nous menacent, ils ne peuvent pas nous inculper à cause de notre silence : leur loi dit qu'on a le droit de se taire. Mais il peut arriver que l'OPJ devant lequel on garde le silence utilise le prétexte que ça serait un comportement « anormal »

Tu t'es régalé/e pendant ta GAV ? Dis merci à :

BOCAGE RESTAURATION

LIEU DIT LA BERGERIE, SAMMARÇOLLES (86).

Directeur Général : **PATRICK LE FLOCH**.

Directeur des ventes : **HUBERT BUTEZ**

(tél. 06.10.23.65.38).

Bocage fournit Police, Gendarmerie, Douanes,

Hôpitaux de Paris, ainsi que les Armées Hollandaise et Américaine.

et nous envoie faire un examen psychiatrique. On est donc emmené à l'Hôtel Dieu, à l'étage réservé à la police. Encore des cellules (propres, celles-ci, mais des cellules quand même) et des médecins qui travaillent coude à coude avec les keufs. Ils te font l'examen des urines, ils te soignent les coups reçus pendant l'interpellation ou au poste, parfois certifiés à l'OPJ que t'es un fou furieux (et donc à enfermer !)... Et te donnent des cachetons pour te rendre plus malléable...

Ça arrive, bien sûr, d'être anxieux et éprouvé quand on est arrêté et qu'on a passé des heures dans une cellule. Mais voilà que pour la Justice, fatigue et frayeur, tout à fait humains et compréhensibles (et dont ils sont la cause), ou le refus de parler à ses ennemis en uniforme, deviennent « anormaux », des armes contre nous. Et on peut bien imaginer que le résultat d'un examen psychiatrique confirmant des « troubles » (chose fort possible, vu la situation) puisse être un moyen supplémentaire dans leurs mains. Un moyen utilisable à notre rencontre dans un éventuel procès ou pour justifier tout un tas d'emmerdements sur le long terme, jusqu'à peut-être une hospitalisation d'office en HP.

L'examen psychiatrique sur des gardés à vue semble se banaliser. Selon un témoignage, ça a été effectué au moins sur deux détenus du comico du XIXe samedi 16 novembre 2013 (examen apparemment effectué par les keufs eux-mêmes !), puis sur un détenu de ce même comico et un venant de celui du Xe, dimanche 17 (examens effectués par le psychiatre Luigi Grosso). Encore mi-décembre, lors d'un contrôle de la BST sur des anarchistes à Belleville, la première flic venue menace l'un d'eux de l'envoyer « chez le psy » parce qu'il refuse de répondre aux questions.

Que ces petites notes, loin d'apeurer, servent à rendre chacun/e plus fort face à la police, en connaissant leurs sales méthodes.

IRIS

Le Plan de Vidéoprotection pour Paris (PVPP), lancé début 2011, est pleinement opérationnel depuis janvier 2013. Dans les rues de la capitale, il y a 1105 caméras de plus qui nous guettent. Les chtars ont la possibilité d'accéder à l'ensemble de ce réseau de vidéosurveillance à partir d'un centre de supervision de la Préfecture et depuis chaque commissariat d'arrondissement ils peuvent voir en direct, ou visionner après-coup, les vidéos de « leur » arrondissement (ces images sont conservées au moins 30 jours). Ces caméras sont des petits dômes noirs, pour la plupart perchés sur des poteaux marron foncé. Le réseau du PVPP est très performant, mais il ne faut pas oublier que la vidéosurveillance, ce n'est pas nouveau. Avec les caméras de la circulation, celles de la RATP, de la SNCF et de certains centres commerciaux (comme le Forum des Halles), ça fait 40.000 caméras directement dans les mains des keufs.

Pourtant, la technologie a ses limites. Les caméras de surveillance peuvent voir et enregistrer beaucoup de choses (jamais « tout » !), mais il reste du travail aux flics pour « trier », pour chercher sur ces images les « délits » et leurs auteurs... Et en plus (et tant mieux !), les caméras et autres dispositifs sécuritaires sont souvent l'objet de dégradations, notamment dans les quartiers populaires, où leur rôle de contrôle est plus évident. Pourtant, à écouter la propagande des journalisteux, ce nouveau dispositif « marcherait ». Début 2013, les caméras du PVPP auraient déjà été utilisées dans 7.500 affaires et elles auraient permis aux flics de chopper 1500 personnes « filmées » en flag, surtout pour des vols ou des agressions.

L'ETAT
NOUS
OBSERVE
CREVONS LUI
LES YEUX !



L'entreprise qui a installé et entretient le réseau PVPP (les caméras, les 480 km de fibre optique installés dans les égouts et les logiciels d'exploitation) s'appelle IRIS. Derrière ce joli nom de fleur se cache le regroupement entre COFELY INEO (du groupe GDF-SUEZ), qui en détient les deux tiers, et CITELIUM (filiale de DALKIA, appartenant à son tour à EDF et VÉOLIA). Le loyer qu'Iris reçoit de la part de la Préfecture (dans le cadre d'un Partenariat public-privé), est de 15 millions d'euros par an, sur dix-sept ans.

La vidéosurveillance, publique et privée, est un bon exemple de comment la paranoïa sécuritaire, la guerre que les puissants nous mènent, permet à certaines entreprises de faire des affaires en or. En gros, toujours plus de caméras (et autres dispositifs de contrôle : portiques, tourniquets, cartes à puces, etc., sans oublier flics et vigiles) ça veut dire toujours moins de liberté, mais aussi toujours plus de fric dans les poches de quelques sociétés spécialisées dans la gestion de ce monde-prison.

Dans tout ça, il y a comme un brin d'humour noir. Comme on l'a dit, si on regarde à l'intérieur de la série des poupées russes des entreprises, on voit qu'Iris est, à travers Cofely Ineo, une filiale de Gdf-Suez (oui, toujours ceux des bagnoles blanches garées à tous les coins de rue...). Tout comme GEPISA, qui gère presque 40 prisons dans tout l'Hexagone [Cf. Lucioles n°9]. Eh oui, l'argent ne connaît pas de frontières, ni de barreaux ! Et ceux qui nous font vivre en sursis, dehors, sont bien les mêmes qui nous enferment. Aujourd'hui il s'engraissent, mais un jour il faudra bien qu'ils payent... et cher !

**-MORT AU DIALOGUE-
VIVE LA REVOLTE!**

Lucioles est un bulletin mensuel, on peut y lire des textes d'analyse et d'agitation autour de Paris (et sa région) et de son quotidien dans une perspective anarchiste. Nous y parlons des différentes manifestations d'insoumission et d'attaques dans lesquelles nous pouvons nous reconnaître et déceler des potentialités de rupture



vis-à-vis de l'Etat, du capitalisme et de la domination sous toutes ses formes en essayant de les relier entre elles et au quotidien de chacun. Nous n'avons pas la volonté de représenter qui que ce soit, ni de défendre un quelconque bout de territoire en particulier qui n'est qu'un modèle réduit de ce monde de merde.